

Convention collective départementale

IDCC : 1560. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
ÉLECTRONIQUES ET CONNEXES
DES ALPES-MARITIMES
(27 juillet 1989)**

(Etendue par arrêté du 22 juin 1990,
Journal officiel du 5 juillet 1990)

AVENANT « SALAIRES » DU 23 NOVEMBRE 2004

NOR : *ASET0550026M*
IDCC : 1560

Article 1^{er}

RMH au 1^{er} janvier 2005

Les signataires conviennent que la valeur du point, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures est porté à 4,08 €, à compter du 1^{er} janvier 2005, pour la détermination du barème de rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) telles que définies à l'annexe I de la convention collective des industries métallurgiques électriques et connexes des Alpes-Maritimes et servant d'assiette de calcul de la prime d'ancienneté prévue à l'article 49 de la convention collective susvisée.

Toutefois, par dérogation aux dispositions ci-avant, les RMH des salariés classés aux coefficients 140 à 170 de la grille de classification de la métallurgie sont calculées indépendamment de la valeur du point et sont fixées comme suit pour une base de 151,67 heures :

K 140 : 725,69 €

K 145 : 725,85 €

K 155 : 726,15 €

K 170 : 726,62 €

Ce barème doit être adapté à l'horaire de travail effectif et supporter, de ce fait, les majorations légales pour heures supplémentaires, s'il y a lieu.

Article 2

TGA à compter de l'année 2004

Les signataires conviennent d'instituer à compter de 2004 un barème de taux garantis annuels (TGA), applicable à l'ensemble des catégories de personnels visés à l'accord national du 21 juillet 1975 modifié sur les classifications.

Les taux garantis annuels sont fixés par un barème figurant en annexe du présent avenant et constituent la rémunération annuelle brute en dessous de laquelle ne pourra être rémunérée aucun salarié adulte travaillant normalement.

Les TGA ne serviront pas de base de calcul à la prime d'ancienneté.

Ce barème est établi sur la base de l'horaire hebdomadaire légal, de 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois. Il sera adapté proportionnellement à l'horaire de travail effectif lorsque celui-ci sera inférieur et devra supporter les majorations légales pour heures supplémentaires en cas d'horaires supérieurs à 35 heures par semaine.

Pour la vérification de l'application de cette garantie, il sera tenu compte de tous les éléments bruts du salaire quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soit de toutes les sommes brutes figurant sur le bulletin de paye et supportant des cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale, à l'exception de chacun des éléments suivants :

- prime d'ancienneté prévue par la présente convention collective ;
- majorations pour nuisances susceptibles d'être allouées dans le cadre des dispositions de l'article 46 de la convention collective ;
- primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole.

En application de ce principe, seront exclues de l'assiette de vérification, les sommes versées au titre de l'intéressement des salariés et de la participation aux résultats de l'entreprise n'ayant pas le caractère de salaire ainsi que les sommes qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale.

Les compensations pécuniaires versées au titre de l'ensemble des réductions de la durée du travail sont à prendre en compte pour la comparaison des rémunérations réelles et des taux garantis annuels.

S'agissant de taux garantis annuels, la vérification intervient en fin d'année pour chaque salarié ou, en cas de départ de l'entreprise en cours d'année, à la fin du contrat de travail.

Les valeurs fixées par le barème sont applicables *pro rata temporis* en cas d'entrée en fonction, de changement de classement, de suspension ou de départ de l'entreprise en cours d'année.

Article 3

Le présent accord établi en vertu des articles L. 132-1 du code du travail et suivants est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par l'article 132-10 du code du travail.

Fait à Nice, le 23 novembre 2004.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

UIMM Côte d’Azur.

Syndicats de salariés :

FO.

CFE-CGC.

CFTC.

ANNEXE I

Barème des taux garantis à compter de l'année 2004 (Base 151,67 heures mensuelles : 35 heures hebdomadaires)

NIVEAUX	K	OUVRIERS ATAM
I	140	13 500
	145	13 500
	155	13 543
II	170	13 680
	180	13 728
	190	13 775
III	215	14 542
	225	15 201
	240	16 165
IV	255	17 176
	270	18 173
	285	19 161
V	305	20 503
	335	22 503
	365	24 516
	395	26 516

ANNEXE II

Barème des rémunérations minimales hiérarchiques à compter du 1^{er} janvier 2005

Assiettes de calcul de la prime d'ancienneté base 35 heures

I. – Administratifs et techniciens

Valeur du point : 4,08 €

NIVEAUX	ÉCHELONS	K	BASE 151,67 (euros)
I	1	140	725,69
	2	145	725,85
	3	155	726,15
II	1	170	726,62
	2	180	734,40
	3	190	775,20
III	1	215	877,20
	2	225	918,00
	3	240	979,20
IV	1	255	1 040,40
	2	270	1 101,60
	3	285	1 162,80
V	1	305	1 244,40
	2	335	1 366,80
	3	365	1 489,20
		395	1 611,60

II. – Ouvriers (incluant la majoration de 5 % découlant de l'accord national du 30 janvier 1980)

NIVEAUX	ÉCHELONS	K	BASE 151,67 (euros)
I	1	140	761,97
	2	145	762,14
	3	155	762,46
II	1	170	762,95
	3	190	813,96
III	1	215	921,06
	3	240	1 028,16
IV	1	255	1 092,42
	2	270	1 156,68
	3	285	1 220,94

III. – Agents de maîtrise d’atelier (incluant la majoration de 7 % découlant de l’accord national du 30 janvier 1980)

NIVEAUX	ÉCHELONS	K	BASE 151,67 (euros)
III	1	215	938,60
	3	240	1 047,74
IV	1	255	1 113,23
	3	285	1 244,20
V	1	305	1 331,51
	2	335	1 462,48
	3	365	1 593,44
		395	1 724,41